

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/AHG/W/33

21 octobre 1997

(97-4580)

**Comité des pratiques antidumping
Groupe de travail spécial de la mise
en oeuvre de l'Accord**

Original: anglais

QUESTION 5* - ARTICLE 5.5 "NOTIFICATION ADRESSEE AU GOUVERNEMENT DU PAYS MEMBRE EXPORTATEUR AU TITRE DE L'ARTICLE 5.5"

Communication de la Norvège

La Mission permanente de la Norvège a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 octobre 1997.

1. Introduction

A la réunion du Groupe de travail spécial de la mise en oeuvre de l'Accord ("le Groupe") des 29 et 30 avril 1997, la Norvège est convenue de rédiger un résumé du débat sur la question 2 relative aux notifications visées à l'article 5.5. Le résumé de la réunion, distribué sous la cote G/ADP/AHG/R/2, n'indique pas avec précision ce que devrait contenir ce document. Comme il y est dit qu'"un tel document pourrait servir de base de discussion pour une réunion ultérieure" (paragraphe 6), la délégation norvégienne en a déduit qu'il fallait aller au-delà des divers arguments avancés, qui sont assez explicités dans le résumé de la réunion. Le présent document tente donc de proposer une éventuelle base de consensus ou, tout au moins, de faire avancer le débat.

2. Débat

Selon la proposition de l'Inde, il serait bon de prévoir une période minimum préalable à l'ouverture de l'enquête permettant d'aviser le gouvernement du Membre exportateur; cette période pourrait être de sept jours. Des Membres ont souligné qu'il fallait être souple en raison de la diversité des procédures nationales.

3. Contradiction ou exception?

Un certain nombre de Membres ont fait ressortir qu'il y avait dans l'article 5.5 une apparente contradiction. D'une part, les autorités doivent éviter de rendre publique la demande d'ouverture d'une enquête, sauf si une décision a été prise d'ouvrir une enquête (première phrase). D'autre part, elles ont l'obligation d'aviser le gouvernement du Membre exportateur concerné après avoir été saisies d'une "demande dûment documentée" (deuxième phrase).

*Les questions suivies d'un chiffre sont reprises du document G/ADP/W/401.

4. Selon ce qui a été dit à la réunion du Groupe, la deuxième phrase de l'article 5.5 devrait être considérée comme une exception à la règle énoncée dans la première phrase. L'exception que constitue la prescription contenue dans la deuxième phrase provient du fait que celle-ci commence par une réserve, introduite par l'adverbe "Toutefois". Les partisans de cette interprétation ont fait ressortir qu'il fallait distinguer entre la notification de la réception d'une demande et la notification de la demande elle-même.

5. Pour tenter de préciser l'intention des négociateurs, un Membre a fait ressortir que l'article 5.5 devait être lu en liaison avec l'article 12.1, qui contient la prescription relative à l'avis au public. Les autres Membres ont approuvé et il a été suggéré de faire une distinction entre deux prescriptions différentes en matière de notification: 1) la notification visée à l'article 5.5, faisant savoir que les autorités ont été saisies d'une demande et qu'une enquête pourrait être ouverte; et 2) la notification visée à l'article 12.1 adressée aux Membres exportateurs et aux autres parties intéressées, accompagnée d'un avis au public, dès l'ouverture de l'enquête. Cette distinction semble rendre plus claire la question du moment où la notification intervient (et de son objet).

6. Moment où la notification intervient

Selon la deuxième phrase de l'article 5.5, la notification adressée au Membre exportateur intervient "après" que les autorités ont été saisies d'une demande dûment documentée et "avant" qu'elles procèdent à l'ouverture de l'enquête. D'après l'interprétation donnée aux paragraphes 4 et 5 la notification visée à l'article 5.5 n'a de sens que si elle intervient avant l'adoption de la décision formelle d'ouvrir une enquête (puisque une notification distincte et un avis au public sont requis par la suite).

7. Cette interprétation semble corroborée par le fait qu'il ressort du texte que l'objet de la notification visée à l'article 5.5 est d'informer le Membre exportateur de ce que les autorités ont été saisies d'une demande, et non de ce qu'une décision visant à ouvrir une enquête a été prise. La communication de l'Inde est également axée sur l'objet de la notification visée à l'article 5.5. Pour ce pays, la notification permettrait d'abord au gouvernement du Membre exportateur d'inviter les exportateurs à se préparer et ensuite de tirer un parti intéressant des dispositions de l'article 17 (consultations) et de l'article 15 (pays en développement).

8. Il semble donc y avoir de bons motifs pour que la notification intervienne *ex ante* et non *ex post*. Quoiqu'il en soit, la prescription concernant la présentation d'une "demande dûment documentée" doit être prise en compte. Cela suppose souplesse et pragmatisme. A la première réunion du Groupe, il a été dit que même si les procédures nationales ne prévoient pas toujours qu'il doit y avoir détermination attestant que la demande est "dûment documentée", il devrait être possible de juger sur une base pragmatique si tel est le cas.

9. Notification effective

Le Groupe a également débattu des modalités pratiques de la notification du point de vue de son efficacité: qui doit être avisé, où et comment? Certains Membres avisent le représentant diplomatique du pays considéré en poste dans la capitale. Le problème qui se pose est que les Membres exportateurs n'ont pas toujours de représentant local. D'autres Membres ont suggéré la détermination d'un point de contact pour les autorités "compétentes" ou "appropriées" (ce qui, d'après un Membre, n'est pas nécessairement la même chose). Il faudrait pour cela dresser la liste des points de contact, ce qui entraînerait une certaine somme de travail, mais pourrait faciliter les choses par la suite.

10. Conclusions préliminaires sur lesquelles fonder le débat

Pour faire avancer le débat nous suggérons, en nous fondant sur les travaux de la première réunion du Groupe, ce qui suit:

- la deuxième phrase de l'article 5.5 doit être considérée comme une exception par rapport à la première phrase;
- l'article 5.5 doit être lu en liaison avec l'article 12.1, pour mieux en préciser l'objet;
- la notification visée à l'article 5.5 doit intervenir avant "l'action de procédure par laquelle un Membre ouvre formellement une enquête conformément à l'article 5" (voir note de bas de page 1 de l'Accord antidumping).

Si l'on arrivait à un accord sur les interprétations ci-dessus, il serait plus facile de parvenir à un consensus sur la question du délai concernant la notification examinée dans la communication de l'Inde et sur la question de savoir qui doit être avisé, où et comment, exposée au paragraphe 9.